

fasse en vertu de l'article 23 de la constitution de l'Allemagne de l'Ouest, qui prévoit l'entrée de nouveaux *Länder* dans la fédération. On suppose en général que cinq *Länder* est-allemands se formeront et qu'ils seront admis en bloc dans la République fédérale allemande.

Si toute la question des modalités de l'unification est déjà passablement réglée, on reconnaît cependant que l'union politique se fera beaucoup plus lentement que l'union économique parce que c'est une question qui n'intéresse pas seulement les Allemands. Elle dépend beaucoup de ses conséquences à l'extérieur et, en particulier, de l'issue des pourparlers 2 + 4 auxquels participent les deux Allemagnes et les quatre puissances d'occupation, la France, la Grande-Bretagne, l'Union soviétique et les États-Unis. Toutefois, avant d'aborder ces questions, nous présenterons quelques observations sur le rôle du Canada dans le processus d'unification de l'Allemagne.

Mise à part l'expression de ses bons vœux, le Canada a peu ou rien à dire dans ces débats internes, mais il se pourrait qu'une certaine forme de participation des Canadiens puisse leur permettre d'en tirer profit. Par exemple

***La présence canadienne en RDA.*** M. Rudiger Puf, de la Fédération allemande des industries, a déclaré que les besoins de l'Allemagne de l'Est étaient tels que l'Allemagne de l'Ouest ne pourrait pas, vraisemblablement, arriver seule à les satisfaire. «Il y a amplement place pour l'investissement étranger.» Il a prédit, en outre, que ceux qui investiraient maintenant et assez vite retireraient d'énormes profits et «auraient ainsi accès à la CEE à bas prix, de même qu'une porte d'entrée vers l'Europe de l'Est et l'Union soviétique.» Nous ajoutons que les entreprises canadiennes qui veulent saisir cette occasion devront faire vite. Nous avons fortement l'impression que les bonnes occasions dans la nouvelle Allemagne n'attendent pas les investisseurs prudents, lents et timides. Tout en cherchant à saisir des occasions économiques fort changeantes, le Canada doit être en mesure de suivre de près les événements politiques qui secouent les deux Allemagnes. Bien que nous soyons, à cet égard, en bonne posture en Allemagne de l'Ouest, nous croyons qu'il faut de toute urgence améliorer la présence canadienne en RDA pendant la transition vers l'union économique et politique. Bien qu'impressionnés par le calibre des fonctionnaires canadiens que nous avons rencontrés, nous n'admettons pas que ce soit notre ambassade de Varsovie, mission qui en soi est d'une énorme importance, qui doive suivre les événements qui se déroulent en RDA. Par conséquent, **le Comité recommande que le gouvernement explore sans tarder divers moyens d'améliorer la présence diplomatique et commerciale du Canada dans la République démocratique allemande de manière qu'il y ait des fonctionnaires canadiens dans ce pays pendant la transition vers l'unification allemande.**

***Le développement démocratique,*** L'un des problèmes les plus urgents liés à l'unification des deux Allemagnes est la «déstalinisation» de l'Est, pour reprendre une expression